



DÉCLARATION LIMINAIRE

CDAS du 22 Mai 2025

Madame la Présidente,

Nous sommes enfin réunis aujourd'hui après l'attente du vote pour le budget de l'action sociale de notre ministère.

Dans un contexte de coupes budgétaires nationales, l'enveloppe 2025 reste proche de 2024 mais il ne faut pas oublier que les retraités ne cessent d'augmenter par rapport aux actifs dans notre département. Le budget du 47 est amputé de 1500 euros alors que les coûts des transports pour les sorties ou le spectacle de Noël ont fortement augmenté.

Le ministère doit se donner les moyens de déployer une véritable politique sociale envers les enfants, les agents et les retraités.

Les membres CGT du CDAS 47 dénoncent le nouveau système d'affectations des colonies de vacances mis en place par la Fédération Action Sociale Finances Vacances.

En effet, il est basé sur le principe du « 1^{er} arrivé, 1^{er} servi » ce qui peut être jugé inégalitaire et injuste.

De plus, cela a engendré un bug informatique lors de l'ouverture des inscriptions. Nous regrettons le manque d'anticipation et la sous évaluation faite du nombre de connexions.

Ce dysfonctionnement n'est pas dû aux personnels de la Fédération mais bien au ministère.

Les membres CGT du CDAS 47 tiennent à féliciter la Délégation à l'Action Sociale du département pour la sélection du projet FIL présenté au niveau national.

En outre, dans le cadre de la note d'orientation 2025 du Secrétariat Général (art 13 de l'arrêté modifié du 15 Janvier 2002, et dans le rôle de référente régionale pour la restauration de Madame Veyret, nous demandons une étude auprès des agents travaillant à la Cité Administrative Montesquieu concernant une proposition de liaison chaude ou froide du Restaurant Inter Administratif à la Cité Administrative.

Une enquête annuelle sur l'Action Sociale à destination de tous les agents du ministère s'est déroulée en novembre 2024. Cette enquête aurait pu être analysée aujourd'hui de par des résultats par exemple sur des sujets importants :

- l'offre envers les célibataires et les familles mono parentales avec une baisse de la connaissance des dispositifs
- la restauration et le pouvoir d'achat des agents : augmentation du reste à charge en restauration collective et pas d'augmentation de la valeur du titre restaurant
- Un développement disproportionné de l'offre à Paris et dans les grandes agglomérations

En questions diverses, les membres CGT au CDAS 47 demandent si des agents n'ont pas encore utilisé leurs chèques k do de 12 euros (lien inactif, changement de mot de passe...).

Enfin, nous serons très attentifs quant au résultat de l'appel d'offre concernant le nouveau régime de la Protection Sociale Complémentaire et sa mise en place au 1^{er} Janvier 2026.

L'incertitude des agents est réelle par rapport aux inconnues qui demeurent : prestataire, taux de remboursement, prix des cotisations et des options...

La CGT Finances Publiques rappelle ses revendications, en faveur du pouvoir d'achat des agents et des retraités, portées par la grève et les manifestations du 5 Juin 2025 :

- ➔ La fin du gel du point d'indice et l'augmentation des pensions de retraite
- ➔ Le maintien de la GIPA
- ➔ L'abrogation de la réforme à 64 ans comme la majorité des Français la souhaite
- ➔ L'annulation du vol de 10 % de salaire en cas d'arrêt maladie